Sur la déqualification programmée, le secret de la soi-disant « société de la connaissance »

dimanche 28 mai 2023, par Carlos X. Blanco

Les entreprises usurpent non seulement la plus-value, mais aussi le savoir-faire des travailleurs dans toutes les branches des métiers les plus divers.

Sur la déqualification programmée, le secret de la soi-disant « société de la connaissance » — par Carlos Javier Blanco Martín, docteur en philosophie

La véritable cause du discrédit croissant du marxisme ne vient pas, comme on l'insinue si souvent, de la chute du mur de Berlin. Un événement ne « réfute » pas une vision du monde, car les visions du monde sont irréfutables en elles-mêmes. Si la pléthore de marxismes actuels (ou survivants, si l'on remonte au moins à 1989) échouent dans leur analyse de la réalité sociale, ce n'est pas exclusivement en raison de leur impuissance, de leur incapacité à transformer la société ou de leur utilité discutable en tant qu'arme prétendument anticapitaliste. Le prétendu échec cache la fonctionnalité du marxisme, sa nature intégrée dans le capitalisme lui-même. Le marxisme est devenu, dans ses différents courants, et contrairement aux intentions de son fondateur, une apologie du capitalisme et une idéologie de couverture de celui-ci.

Le marxisme est devenu un système de consentement. Il est, après la chute de l'URSS et le déclin progressif de la population ouvrière en Occident, et de plus en plus, un système créant des moyens de canaliser le mécontentement, une couverture des réalités économiques aliénantes et une source inépuisable de discours « politiquement corrects ». Ce n'est pas que le marxisme soit inefficace en tant qu'anticapitaliste, mais qu'il existe (dans la mesure où il existe encore) en tant qu'idéologie capitaliste.

On peut le constater dans le domaine de l'éducation. Il est clair que les pays occidentaux ont régressé en termes d'enseignement de qualité, fondé sur le respect de l'autorité et de la profession d'enseignant, sur l'exigence et la rigueur. Nous avons remplacé la science et la haute culture par des idéologies de genre et des absurdités pédagogiques du type « apprendre à apprendre ». Comme dans le pire cauchemar de Ray Bradbury, nous voyons les livres brûlés et remplacés par des tablettes et des ordinateurs portables électroniques, où les enfants sont abrutis par des jeux et des passe-temps disponibles sur Internet, et où le dur travail d'explication et d'étude est remplacé par des « tutoriels » et un enseignement virtuel. Peu d'auteurs s'inspirent du marxisme pour lier la dégradation programmée de l'éducation à l'attaque des classes populaires et à la déqualification du travail. Entre l'immigration de masse (qui ressemble à une invasion planifiée) et la déqualification délibérée des masses populaires, les objectifs du capitalisme mondialisé sont en passe d'être atteints dans une grande partie de l'Occident. Face à ces phénomènes, la gauche post-marxiste ne fait que les accompagner pour accélérer le processus, pas pour l'arrêter.

Le processus de déqualification planifiée a déjà été décrit il y a des années par Braverman. Vicky Smith a dit de Braverman : « … la déqualification dans les centres de production était basée sur la croissance de tout un appareil de travailleurs au service des patrons (ingénieurs, scientifiques,

managers, responsables du personnel, psychologues industriels)… ». Toute cette couche séparée du Capital, salariée elle aussi, ne signifiait pas une « société du savoir », mais un aspirateur usurpant le savoir des travailleurs, se consacrant, comme dit V. Smith, à étudier « en quoi consistait le travail des travailleurs (ouvriers et employés) et quels étaient les meilleurs moyens de s'approprier leur savoir et de réduire les chances de le conserver » [Vicky Smith, « Braverman's Legacy. The labour process tradition 20 years on', *Sociology of Work*, 26, hiver 1995-1996].

La déqualification planifiée du peuple a été pratiquée par l'usurpation du savoir populaire. Il s'agit d'une autre façon de voler au peuple ce qui lui appartient. Le processus a déjà commencé il y a des siècles dans les zones rurales, une aliénation cognitive de la paysannerie pour la remplacer existentiellement et ouvrir la voie à la grande agro-industrie et au travail semi-esclavagiste des saisonniers étrangers. Au XXe siècle, il en a été de même pour les métiers industriels. L'école est devenue un simple instrument de conformisme de masse et non un ascenseur social. En Espagne, l'école a encore fonctionné comme un ascenseur social très efficace au service de la création d'une classe moyenne pendant la seconde moitié du franquisme et au début de ce qu'on appelle la Transition. Mais la LOGSE (1991) a inauguré la période d'ingénierie sociale et de déqualification programmée de la population, aujourd'hui intensifiée par la « Ley Celaá ». Le parcage des enfants qui n'apprennent rien et dont le corps présent est simplement inventorié par l'État, qui impose la « scolarité obligatoire » et la déprogrammation mentale, est l'exigence fondamentale d'une nouvelle classe ouvrière à l'esprit vide, ignorant ses traditions de lutte et de savoir-faire, ainsi que la fabrique d'un important reste de « ni-nis » (qui n'étudient ni ne travaillent) et d'autres éléments de la classe parasitaire (immigrés vivant de l'aide publique, chômeurs professionnels, classe politique) qui doivent être gérés bureaucratiquement. La bureaucratie scolaire doit être le préambule et le tremplin nécessaire à la bureaucratie du travail :

« …Le contrôle technique comme méthode unique a donc été remplacé par le contrôle bureaucratique, instrument moins visible, plus individualisé et apparemment impersonnel de régulation de l'activité des travailleurs » (ibidem, p. 8).

Selon cette approche, en somme, les entreprises usurpent non seulement la plus-value mais aussi le savoir des travailleurs dans toutes les branches des métiers les plus divers. Une fois « évacués » du savoir, les travailleurs deviennent des êtres non qualifiés, hautement interchangeables, objets de délocalisations successives [H. Braverman : *Labor and Monopoly Capital : The Degradation of Work in the Twentieth Century*]. La substitution ethnique et la grande mobilité transfrontalière sont possibles et nécessaires dans cette ère de déqualification programmée. En tant que sujets d'un contrôle émotionnel plutôt que technique, les travailleurs doivent manipuler eux-mêmes leur perception d'eux-mêmes, avec l'aide de toute une armée de coachs, de psychologues d'entreprise, de gestionnaires d'émotions et de divers « fonctionnaires de l'intériorité » personnels.

Alors que les entreprises légales se bureaucratisent et se confondent avec le reste des services de l'administration étatique, y compris et surtout l'école, le système capitaliste ne cesse de ségréguer de vastes poches de l'économie souterraine.

En analysant le phénomène dans une perspective historico-génétique, on constate que ces poches et couches d'informalité productive sont toujours consubstantielles au mode de production capitaliste lui-même. Il n'y a pas de capitalisme « sauvage » sans tout un cadre législatif et sans une alliance de classes dirigeantes précapitalistes qui réalisent ce que Marx appelait « l'Accumulation Primitive ». Créer de nouvelles zones de capitalisme, c'est générer de vastes zones d'informalité productive.

L'accumulation primitive est, à proprement parler, l'ensemble des actes violents et prédateurs, des conquêtes, des génocides, des déplacements forcés de peuples entiers, etc. qui conduisent du régime de production traditionnel à un autre régime, radicalement différent, plus intensément

capitaliste. Si dans les régions les plus rurales des îles britanniques, aux XVIIe et XVIIIe siècles, les paysans ont été chassés de leurs fermes à la pointe des baïonnettes, les incendies de villages et les enclosures de terres, toujours sur ordre de l'oligarchie siégeant au Parlement, aujourd'hui, les délocalisations et l'invasion migratoire massive, ainsi que l'imposition de la « numérisation », ne sont rien d'autre qu'une nouvelle « Acquisition », ne sont rien d'autre qu'une nouvelle « accumulation primitive » (un « reset » du système, comme on dit aujourd'hui dans le nouveau jargon informatique) pour dépouiller des masses énormes de la population européenne de souche de leurs emplois traditionnels et stables, en les forçant à devenir une nouvelle force de travail à vendre, et ce à un prix dérisoire.

Selon cette explication, il n'y a pas eu d'Accumulation Primitive ponctuelle et transcendante, avec des effets qui s'étendent jusqu'à aujourd'hui à toute la planète et à tous les peuples, à partir d'une sorte de péché originel. L'accumulation primitive (c'est-à-dire la violence extra-économique ayant le pouvoir causal de modifier le régime de production) est récurrente dans l'histoire de l'humanité. Elle s'est produite dans le processus colonialiste des empires prédateurs et s'est reproduite dans l'impérialisme, la « phase supérieure du capitalisme ».
Mais aujourd'hui, nous sommes confrontés à ce que l'on appelle la « mondialisation », qui est la dernière et la plus haute phase du capitalisme, où les empires financiers sont transfrontaliers et dénationalisés. Dans cette phase ultra-capitaliste, tout est déterritorialisé, le capital, le travail, avec pour conséquence la création d'économies informelles. La précarisation croissante de la population, l'extinction des métiers et des services personnalisés dans la « société de la connaissance », c'est-à-dire l'ère du télétravail précaire, du faux travail indépendant et le démantèlement de l'État providence par la virtualisation et la numérisation, obligent une grande partie des classes moyennes et inférieures à dépendre des réseaux sociaux immédiats et de la prestation réciproque de services (« botched jobs », « B-money », « hustling »). Cette économie souterraine et informelle est complétée par des activités criminelles pures et simples, contre lesquelles l'État n'est confronté que de manière propagandiste (raids occasionnels à fort impact médiatique) mais sans grande conviction. Il convient de rappeler que l'Espagne est l'un des plus grands bordels d'Europe et l'un des principaux points chauds du trafic de drogue.
Les formations populistes de gauche (en Espagne : Unidas-Podemos, PSOE) ne comptent plus sur les votes d'une classe ouvrière d'usine. La classe ouvrière est, comme la classe moyenne, une classe de plus en plus maigre, précaire et étouffée par les impôts. Les dirigeants et analystes de gauche, bien que très myopes, savent qu'ils doivent chercher dans le vote de plus en plus apathique des fonctionnaires privilégiés du Système, d'une part, et d'une très grande masse réfractaire au travail, essentiellement improductive ou seulement occasionnellement productive, d'autre part. L'armée de « chiffonniers » qui peut grossir les rangs d'une gauche populiste radicalisée, dont United-Podemos a tenté d'assumer le leadership, est une armée qui manque de cohésion et dont les émeutes de rue ne peuvent avoir d'efficacité politique que dans des moments de crise institutionnelle grave.
Or, c'est précisément le moment que traverse l'Espagne. Le « magicien » de la Transition, le Bourbon émérite, s'est enfui et s'est révélé être un vulgaire voyou, comparable aux cheikhs et aux sultans mahométans auprès desquels il se réfugie, mais pas aux hommes d'État de l'Occident (qui, cependant, ne valent guère mieux d'un point de vue moral). Le roi actuel a les mains liées devant un gouvernement au profil oclocratique qui, tout en prétendant être de gauche, est, comme toujours, le plus grand ennemi de la véritable classe ouvrière. Le gouvernement oclocratique de Sánchez et Iglesias est, d'un point de vue mathématique, le vortex ou le puits d'attraction qui capte les votes et les revendications de tous les détritus sociaux (un « attracteur »). Un condensé hétéroclite de squatters, d'immigrés opportunistes, de subventions clientélistes, de féministes entretenues, etc. soutiendra des formations prétendument populistes qui, en réalité, ne feront que consolider les fondations du nouveau système conçu pour l'Espagne depuis l'extérieur. Un système dans lequel la robotique et la numérisation, parmi de nombreuses autres innovations technologiques, ne feront que jeter les employés à la rue et nécessiteront d'importantes couches improductives, mais qui sera

fermement attaché à l'industrie du divertissement. D'une part, l'industrie du divertissement tire sa valeur ajoutée de la partie consommatrice de la société qui peut encore la payer directement, mais d'autre part, en tant que partenaire des États, des organisations mondiales et des fonds d'investissement transnationaux, l'industrie du divertissement et de l'électronique est une industrie qui gère (capture, traite et vend les données des masses improductives mais néanmoins consuméristes) et qui est donc dotée d'un pouvoir énorme. Les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) et autres entreprises de la « société de la connaissance » fonctionnent donc comme des aspirateurs ou des ventouses qui absorbent les connaissances de la société et deviennent ainsi les gestionnaires d'un monde de plus en plus lobotomisé, vidé de son contenu.
Le système capitaliste mondial, dans sa phase actuelle, doit être défini non seulement par sa nature de producteur de plus-value par l'exploitation de la force de travail, mais aussi par sa fonction d'usurpateur ou de suceur de connaissances. En ce sens, la méthode marxienne était initialement d'une grande puissance analytique, car chez le philosophe de Trèves (qui ne connaissait pas cette « société du savoir »), il y a déjà une étude des deux processus dans leur imbrication dialectique, dans les limites de son époque.

Eugenio del Río [*La Sombra de Marx. Estudio Crítico sobre la fundación del marxismo* (1877-1900), Talassa, Madrid, 1993], a critiqué la « faiblesse » de la méthode matérialiste historique. Il qualifie le matérialisme historique de « rationalisme analogique transhistorique » (p. 200). Certes, à partir de « processus locaux et conditionnés », Marx obtient par extrapolation des « propositions globales et inconditionnées ». Mais qu'est-ce que la philosophie de l'histoire, sinon ? On trouve quelque chose de similaire dans Le déclin de l'Occident de Spengler : un gigantesque processus analogique dans lequel les processus par lesquels les civilisations ou, en leur sein, les visions du monde et les régimes de production sont créés et détruits sont comparés, et des déductions inutiles sont tirées sur le présent et le devenir. La crise radicale d'une civilisation ou d'un mode de production (crise de l'Empire romain, crise du féodalisme, crise actuelle du mondialisme…) n'est pas simplement une « contradiction » entre les superstructures et les bases économiques de la société, mais un « fait ». C'est le factum de toute civilisation, un fait brutal et écrasant qui n'apporte que des leçons lorsqu'il s'est produit. G. Sorel (cité par E. del Río, p. 200) disait : « L'histoire est toute dans le passé, il n'y a pas moyen de la transformer en une combinaison logique qui nous permettrait de prévoir l'avenir ». Certes, l'histoire n'est pas prédictive, et nous sommes d'accord sur ce point. Mais l'histoire est enseignante : par analogie, nous pouvons voir que la création artificielle actuelle de la « foule » (oclocratie) est un processus qui suit des modèles analogues à ce qui s'est passé à la fin de certains régimes passés en cours de dissolution. La République romaine, embourbée dans le marasme oclocratique, a été vaincue ou sauvée par le césarisme (David Engels), peut-être de manière analogue à la façon dont l'Union européenne corrompue et nihiliste d'aujourd'hui sera vaincue et sauvée par un futur néo-césarisme dans lequel la loi et l'ordre seront concentrés dans quelques mains de fer et où les masses de voyous errant dans les rues seront violemment maîtrisées, tandis que les ajustements nécessaires seront faits pour régénérer une nouvelle classe mésocratique qui soutiendra par le tribut, le savoir et les services d'administration et de milice le nouvel empire du XXIe siècle, le tout plongé dans une nouvelle ère spirituelle…

On ne peut reprocher à Marx ce qui, génériquement, caractérise tout philosophe de l'histoire digne de ce nom : faire des extrapolations et des analogies, car telle est la tâche d'une telle discipline philosophique. Marx devra cependant être interrogé de manière critique sur ses « -ismes » non motivés, typiques de son époque, c'est-à-dire des infections idéologiques de la pensée libérale et positiviste (fils, à son tour, du rationalisme étroit et des lumières des radicaux de l'époque). Les sornettes écrites par les marxistes sur un « athéisme militant », sur un « matérialisme dialectique » et des « lois générales de la dialectique » communes à la nature et à l'histoire… devraient être commodément rasées, envoyées à la poubelle de l'histoire des idéologies. D'autre part, la critique impitoyable du capitalisme sur la base de catégories analytiques (la marchandise) qui, dans leur

déroulement dialectique, manifestent les coulisses de la production (l'exploitation de la force de travail) est l'une des réalisations permanentes de la théorie communautaire.

Les maîtres contemporains d'une interprétation non marxiste de Marx, c'est-à-dire d'un Marx lu comme un penseur communautaire qui défend la personne, dans son insertion dans la famille et dans la polis, en tant qu'être rationnel et libre, sont Costanzo Preve et Diego Fusaro. Ce Marx, successeur d'Aristote, de Thomas d'Aquin et de Hegel, est le Marx philosophe, et non l'économiste déterministe ou le socialiste pamphlétaire : c'est le Marx de l'émancipation communautaire de la personne en tant qu'être social (animal politique) et non l'homme en uniforme bolchevique qui s'aliène au sein d'une armée de révolutionnaires visionnaires.

_